

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2154

Artikel: Isolationnisme américain : menace pour la place industrielle suisse : Trump va-t-il s'en prendre à l'excédent commercial et à la politique monétaire de la Suisse?
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014264>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Isolationnisme américain: menace pour la place industrielle suisse

Trump va-t-il s'en prendre à l'excédent commercial et à la politique monétaire de la Suisse?

Jean-Pierre Ghelfi - 15 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31018>

L'avenir de la place industrielle suisse est-il potentiellement compromis par la politique fiscale et économique annoncée par le nouveau président américain? Le *Wall Street Journal* du 27 janvier abordait le sujet par le détours de l'excédent de la balance commerciale allemande à l'égard des Etats-Unis qui s'est élevé l'année dernière à 56 milliards d'euros.

De ce fait, l'économie allemande, et plus particulièrement son industrie automobile, se trouve dans le collimateur de Donald Trump. Or, note le WSJ, l'excédent commercial helvétique a atteint l'année dernière un record de 37,5 milliards de francs, dont plus de 17 milliards de francs pour les seuls Etats-Unis. Montant qui représente une proportion très supérieure à celle de l'Allemagne. Le *WSJ* n'en considère pas moins que la Suisse est un relativement petit pays et ne devrait pas figurer de sitôt dans la ligne de mire de l'administration américaine. Pour conforter son appréciation, le journal ajoute que près de la moitié de l'excédent commercial de la Suisse provient de la vente de médicaments dont la fabrication requiert relativement peu de personnel.

Pourtant, peu de jours après la

parution de ce texte, on apprenait que Donald Trump avait reçu des patrons de grandes entreprises de la chimie-pharmacie. Il n'est pas exclu que, pour l'essentiel, son message a consisté à leur dire de rapatrier des emplois aux Etats-Unis et de ne plus délocaliser leur production. Cette consigne finira-t-elle aussi par s'adresser à nos grandes bâloises?

Nouveau système d'imposition des entreprises

La *NZZ am Sonntag* du 5 février se fait largement l'écho des préoccupations et enjeux mentionnés ci-dessus en première page de son cahier économique. Le texte évoque évidemment le thème de la pharmacie-chimie. Mais il se fait aussi l'écho d'intentions de Donald Trump de chambouler l'imposition des entreprises.

En très simplifié, le projet serait (est?) de renoncer à imposer les entreprises sur les bénéfices qu'elles réalisent, et à instaurer, en lieu et place, un impôt de 20% sur la consommation. Cet impôt indirect ne serait pas compté sur la part de la valeur produite dans le pays (USA). En revanche, elle serait calculée sur la part de la valeur

qui proviendrait d'importations. Les produits exportés ne seraient bien entendu pas taxés - ce qui est conforme aux règles qui prévalent en général sur les biens vendus à l'étranger.

Il n'est pas exclu que le nouveau système soit très complexe d'application. Bureaucratie quand tu nous tiens: comment distinguer dans un produit vendu la part de la valeur qui a été fabriquée dans le pays et celle provenant d'éléments réellement importés? Comment s'assurer que les indications fournies par les fabricants correspondent effectivement à la réalité? Mais surtout, ce nouveau système d'imposition contribuerait à chambouler les règles et principes généralement admis par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Etouffement par noyade

Si ces intentions se confirment et se précisent, il serait assez opportun pour elle que l'Union européenne parvienne à rester suffisamment unie et homogène pour expliquer au président des Etats-Unis qu'on ne change pas d'un trait de plume des règles qui ont été laborieusement édictées au cours des décennies précédentes. Ce pourrait être d'ailleurs la raison pour

laquelle Donald Trump ne cache pas qu'il entend désormais négocier des traités bilatéraux.

Il commence ainsi par s'en prendre à un seul pays, en l'occurrence l'Allemagne, accusée au surplus de manipuler l'euro à la baisse afin de favoriser ses exportations. Ce qui est doublement faux. D'une part, si manipulations de l'euro il y a, elles seraient le fait de la Banque centrale européenne. D'autre part, si ces manipulations sont efficaces,

ce n'est précisément pas celles que l'Allemagne souhaite, car ses dirigeants ne cachent pas, depuis longtemps, qu'ils préféreraient un euro plus fort!

Que se passera-t-il - ou passerait-il - chez nous si Donald Trump venait à s'intéresser à notre excédent commercial, nous qui sommes aussi accusés de manipuler notre monnaie pour favoriser nos exportations? Il nous sera difficile de dire que les interventions de la Banque nationale suisse (BNS) ne

visent pas, effectivement, à faire baisser le franc. Ici, nous savons bien que l'objectif de la BNS est d'éviter l'envolée de notre monnaie pour que notre économie ne soit pas asphyxiée par noyade (quoique, de l'avis du nouveau président des Etats-Unis, l'étouffement par noyade ne serait pas dépourvu d'efficacité).

Mais il n'est pas exclu que ce message ait de la peine à être entendu à Washington. Et nous serions tout seuls à devoir le défendre. La situation pourrait devenir compliquée.

Quelle politique de propriété pour les productions des médias publics?

La transition numérique pousse les médias à rechercher l'attention par tous les moyens, sans que les réglementations suivent

François-Xavier Viallon - 14 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31012>

Les médias numériques jouent un rôle croissant dans la vie politique. Chez nos voisins français, Jean-Luc Mélenchon recueille en ce moment près de 200'000 vues sur la plateforme YouTube pour chaque édition de sa [Revue de la semaine](#), et Emmanuel Macron et Marine Le Pen ne sont pas en reste.

Lors de la quatorzième édition de ladite revue, un des sujets soulevés portait sur la radio de service public France Inter: celle-ci a dénoncé auprès de YouTube la réutilisation sans autorisation par la campagne de Mélenchon d'images le

représentant lors d'interventions radiophoniques, et cela à deux reprises. Or, afin de se conformer aux dispositions légales relatives au droit d'auteur, les [conditions générales d'utilisation](#) de YouTube prévoient qu'un troisième faux-pas entraînerait la fermeture du compte du candidat et l'effacement des vidéos diffusées.

Un premier élément portant à commentaire est la production d'images par une radio. Le fait de filmer désormais animateurs et invités reflète un aspect de la convergence des médias ([DP](#)

[2140](#)), tout comme le transfert de la deuxième chaîne TV tessinoise *La due* sur Internet, mentionné par le futur directeur de la SSR Gilles Marchand dans une [interview](#) accordée à la *Wochenzeitung*. L'argument sous-jacent est celui de l'adaptation aux nouveaux usages, notamment ceux des jeunes. Mais l'augmentation généralisée du contenu vidéo produit - plus de [300 heures](#) chargées chaque minute sur YouTube! - indique l'émergence d'un nouveau modèle d'affaires qui presuppose que l'image soit mise à disposition